

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY

SAINT-BARTHÉLÉMY, le 08 décembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CUMA DES COTEAUX DE L'AUBANCE

La Briderie
49320 Brissac Loire Aubance

Références : 2023-577_CUMA DES COTEAUX DE L'AUBANCE_INSP_RAP
Code AIOT : 0006302190

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/11/2023 dans l'établissement CUMA DES COTEAUX DE L'AUBANCE implanté Martignolles Vauchrétien 49320 Brissac Loire Aubance. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CUMA DES COTEAUX DE L'AUBANCE
- Martignolles Vauchrétien 49320 Brissac Loire Aubance
- Code AIOT : 0006302190
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La CUMA (coopérative d'utilisation de matériel agricole) DES COTEAUX DE L'AUBANCE exploite au lieu-dit « Les Martignolles – Le Vieux Pré » à BRISSAC LOIRE AUBANCE (Vauchrétien) une station d'épuration collective d'effluents d'origine viti-vinicole sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 20 juin 2002 modifié par arrêté du 6 décembre 2004.

La station d'épuration collective collecte et traite les effluents de deux établissements CAVES DE LA LOIRE (à 75%) et CHATEAU DE LA VARIERE (collecte par réseaux) ainsi que huit viticulteurs (apport à la station par camions citernes). La station d'épuration présente deux lagunes aérées de 8600 m³ et de 4300 m³. De juin à fin août, les eaux traitées sont pompées pour irriguer des vergers de la SCEA BRAULT.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de visite
- prévention des pollutions accidentelles

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect des valeurs limites	Arrêté Préfectoral du 20/06/2002, article 7.2	Sans objet
2	Synthèse de l'activité	Arrêté Préfectoral du 20/06/2002, article 5.4	Sans objet
3	Déchets admissibles	Arrêté Préfectoral du 20/06/2002, article 5.1	Sans objet
4	Enregistrement des déchets admissibles	Arrêté Préfectoral du 20/06/2002, article 5.2	Sans objet
6	Apports de l'irrigation	Arrêté Préfectoral du 20/06/2002, article 5.3	Sans objet
7	Sécurité des bassins	Arrêté Préfectoral du 20/06/2002, article 7.5	Sans objet
8	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 20/06/2002, article 7.4	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Bilan annuel d'épandage des boues	AP Complémentaire du 06/12/2004, article 11.10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite, qui traitait essentiellement des suites de la visite précédente, conserve un grand nombre de faits susceptibles de suite qui doivent être régularisés rapidement par l'exploitant. Il est rappelé que le bilan annuel de l'exploitation du site, qui doit être complété des éléments précisés à différents points de ce rapport, ainsi que des justifications et propositions si nécessaire, doit être transmis au Préfet dans les délais fixés à l'arrêté préfectoral D3-2002-n°381.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des valeurs limites

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2002, article 7.2
Thème(s) : Risques chroniques, rejets des effluents liquides
Prescription contrôlée : Les effluents envoyés pour traitement dans la station sont exclusivement issus de procédés de vinification ou d'embouteillage. Les eaux utilisées en irrigation respectent les valeurs limites ci-après : Débit max sur 24 h consécutives : 250 m ³ PH compris entre 6,5 et 9 MES : 30 mg/l DCO : 300 mg/l DBO5 : 100 mg/l Azote global : 30 mg/l Phosphore total : 10 mg/l
Constats : Lors de la visite d'inspection du 27/05/2020, il avait été constaté des dépassements des valeurs limites pour la qualité des effluents rejetés en irrigation, et notamment sur les paramètres des matières en suspensions - MES (170 mg/l au lieu de 30 mg/l), de l'azote (81 mg/l au lieu de 30 mg/l) et de la DCO (507 mg/l au lieu de 300 mg/l). Il était convenu que l'exploitant devait proposer des mesures correctives pour que les rejets soient conformes aux valeurs limites fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Dans le cas d'une impossibilité de se conformer à ces seuils, une révision de ces valeurs pouvait être envisagée pour certains paramètres, et notamment les MES et l'azote, sous réserve d'apporter les justifications nécessaires. Pour la visite du 9/11/2023, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, le bilan annuel du gestionnaire des ouvrages. Ce bilan présente des dépassements sur certaines valeurs, et notamment sur le pH (valeur de 10,1 au lieu de 9 le 28/06/2022) et les MES (valeur 110 mg/l au lieu de 30 mg/l le 17/08/2022). Le rapport ne présente pas d'explications de ces valeurs, ni des mesures mises en place pour traiter ces dépassements. L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il avait rencontré des problèmes avec le gestionnaire de ses ouvrages et que depuis janvier 2023, un nouveau prestataire était en charge de la gestion. Cette première année est pour le nouveau prestataire une prise de connaissance des ouvrages et de leur fonctionnement. Des propositions d'amélioration de gestion et d'optimisation du fonctionnement sont en cours. En cas d'impossibilité de gérer les dépassements sur les eaux utilisées en irrigation, il sera nécessaire de requalifier cette pratique en épandage, ce qui permettra de s'affranchir des valeurs limites actuellement imposées à l'exploitant, sous réserve de la mise en place d'un plan d'épandage pour ces effluents et d'un suivi, tel que c'est actuellement le cas pour les boues (dispositions relatives à l'épandage de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 à respecter).
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : Synthèse de l'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2002, article 5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle du fonctionnement
Prescription contrôlée : Au plus tard le 1er mars de chaque année, l'exploitant adresse à l'inspecteur des installations classées une synthèse de l'activité de la station d'épuration pour l'année précédente qui comprend : <ul style="list-style-type: none">- le bilan des apports et des exportations d'effluents,- le suivi commenté de la station d'épuration (suivi interne et analyses de recalage),- le bilan d'épandage des boues,- la synthèse de l'irrigation.
Constats : Lors de la visite du 27/05/2020, il avait été constaté par l'inspection des installations classées que le rapport de synthèse de l'activité n'était pas transmis annuellement à l'inspection. Par ailleurs, il était demandé que ce bilan soit complété par rapport aux dispositions de l'arrêté préfectoral. Des justifications sont attendues sur les fréquences de surveillance proposées, et le rapport doit également contenir des propositions d'actions correctives, lorsque des dépassements sont constatés. Pour la visite d'inspection du 9/11/2023, l'exploitant a transmis le bilan établi par le gestionnaire des ouvrages. Ce bilan ne correspond pas aux attentes vis-à-vis des dispositions de l'arrêté préfectoral. Ce document doit être complété avec les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- le bilan de l'ensemble des volumes entrant dans l'ouvrage, leur date et leur origine- les valeurs limites des paramètres fixés à l'article 7-2 de l'arrêté D3-2002-n°381,- les dépassements des valeurs limites, avec une justification et une explication des mesures mises en place pour leur gestion,- les bulletins d'analyses des rejets doivent être joints au bilan,- le bilan de l'ensemble de volumes sortants, leur date et leur destination,- la synthèse de l'irrigation (cf constat n°6)- Une conclusion, avec le cas échéant des propositions d'améliorations, voire d'actions correctives, pour la saison suivante. Il est demandé à l'exploitant de respecter la date de transmission de ce document, soit avant le 1er mars de l'année suivante.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Déchets admissibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2002, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle du fonctionnement
Prescription contrôlée : Les seuls déchets admissibles dans la station d'épuration sont les effluents liquides viti- vinicoles. L'exploitant s'assure en permanence de la compatibilité des apports avec les capacités de traitement des ouvrages. L'admission des déchets liquides est fixée par une procédure portée à la connaissance de tous les intervenants : prestataires de service et adhérents de la CUMA.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 27/05/2020, il était demandé à l'exploitant de justifier que la station est en capacité de traiter l'augmentation constatée des effluents envoyés par le Château de la Varière, et il était précisé que dans ce cas, une mise à jour de la convention avec le Château de la Varière était nécessaire. L'exploitant a transmis la convention avec le Château de la Varière qui a été mise à jour, avec un volume d'apport qui est passé de 600 m ³ à 1500 m ³ par an. Pour la visite du 9/11/2023, l'exploitant a également transmis la procédure de déversement pour les apports des viticulteurs. La justification de la capacité de la station n'a pas été apportée, et la conclusion du bilan 2022 des ouvrages indique que ceux-ci sont en limite de capacité. L'exploitant devra transmettre à l'inspection des éléments de justification de la capacité de traitement des volumes qui sont envoyés sur la station.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : Enregistrement des déchets admissibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2002, article 5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre de suivi
Prescription contrôlée : Chaque entrée fait l'objet d'un enregistrement précisant : "la date, l'heure, le nom du producteur, la quantité des effluents liquides apportés". Chaque rejet fait l'objet d'un enregistrement précisant : "la date, la destination (irrigation ou lagunes de la coopérative), la quantité d'effluents traités évacués". Les registres où sont consignées ces données sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant une durée minimum de 5 ans.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le tableau de suivi des apports 2022/2023 correspondant aux livraisons d'effluents par camion. Le bilan ne présente pas le suivi des apports du Château de la Varière. Le suivi du débitmètre mis en place après la visite d'inspection du 27/05/2020, est réalisé par le gestionnaire des ouvrages (relevé une fois par mois par le technicien en charge du suivi de la station). Cette donnée doit être enregistrée et tenue à la disposition de l'inspection pendant 5 ans. Pour les rejets, le bilan présente un graphique des volumes journaliers envoyés en irrigation. Ce graphique n'est pas très lisible et nécessite d'être complété par l'ensemble des données présentées sous forme de tableau.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Bilan annuel d'épandage des boues

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/12/2004, article 11.10
Thème(s) : Risques chroniques, épandage
Prescription contrôlée : Le bilan annuel du plan d'épandage, dont une copie est adressée aux agriculteurs concernés, au préfet et aux municipalités concernées, comprend au minimum : <ul style="list-style-type: none">- les parcelles réceptrices,- un bilan qualitatif et quantitatif des matières épandues,- l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments indésirables apportés sur chaque unité culturale et les résultats d'analyses de sols,- les bilans de fumure réalisé sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sols et de système de culture, ainsi que les conseils de fertilisation qui en découlent,- la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale. »
Constats : Pour la visite du 9/11/23, l'exploitant a transmis le bilan de l'épandage des boues réalisé en 2023. Ce document est conforme aux attendus tels que fixés dans l'AP du 06/12/2004. Il est rappelé à l'exploitant l'obligation de transmission de ce document au Préfet, aux municipalités concernées, ainsi qu'aux exploitants agricoles concernés, avant le 1er mars de chaque année.
Observations : Le rapport présente les analyses du 10 août et du 13 septembre. Une variation importante de la teneur en P2O5 (valeur doublée) et de l'azote total (divisée par 2) entre les deux mesures réalisées est à noter. Une explication de cet écart pourrait être apportée. Il est nécessaire de faire apparaître dans le rapport pourquoi la dose préconisée de 35 m ³ /ha (dossier de modification du plan d'épandage de 2018) est dépassée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Apports de l'irrigation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2002, article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, bilan de fertilisation
Prescription contrôlée : L'irrigation doit assurer l'apport en eau utile aux cultures sans excéder les besoins, compte tenu des apports de toutes natures (eaux pluviales,...). L'irrigation ne doit pas porter atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques. La convention d'irrigation prévoit : la SCEA BRAULT FRERES s'engage à réaliser un bilan de fertilisation tous les deux ans et à transmettre ce bilan à la CUMA.
Constats : Lors de l'inspection du 27/05/2020, il avait été indiqué à l'exploitant que le bilan de fertilisation transmis ne correspondait pas aux attentes de l'inspection. Le bilan doit dresser un état des lieux des apports en fertilisants (N, P2O5, K2O, matière organique,...) provenant de l'irrigation et démontrer qu'ils sont en adéquation avec les besoins des cultures. Le rapport de fertilisation n'a pas pu être remis à l'inspection en amont de la visite. Les éléments présentés lors de la visite montrent que seul un calcul de l'apport en azote et phosphore sur les parcelles du verger est réalisé. Le bilan de fertilisation attendu n'est pas réalisé (bilan des apports, des exports (besoin des plantes) et équilibre global). Un bilan complet, intégrant également la potasse, qui peut être un critère limitant dans le cadre des effluents viticoles, devra être transmis dès que possible à l'inspection des installations classées. D'une manière générale, l'exploitant doit être en capacité de justifier que l'irrigation ne porte pas atteinte à la qualité des sols et des milieux aquatiques. Pour en justifier, en application des dispositions de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 relatives à l'épandage, il est attendu que l'exploitant apporte les informations suivantes : analyse des sols (des analyses seraient réalisées selon l'exploitant), analyse des effluents sur les paramètres éléments traces métalliques et composés traces organiques et bilan des apports sur les parcelles.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 7 : Sécurité des bassins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2002, article 7.5
Thème(s) : Risques chroniques, prévention des pollutions diffuses
Prescription contrôlée : L'exploitant fait procéder tous les ans à un contrôle des drains par un organisme indépendant. Les résultats des contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la visite du 27/05/2020, l'inspection avait observé que le rapport de contrôle télévisé des drains mentionnait des remarques, sans indiquer les actions à engager, ni l'état général des drains. Le rapport de contrôle réalisé en 2022 ne conclut pas non plus sur l'état des drains. Le contrôle ne semble pas complet, il est indiqué « inspection terminée avant le nœud d'arrivée » sur l'ensemble des linéaires inspectés. Aucune conclusion sur l'état des drains ou les actions à entreprendre n'est indiquée. L'exploitant a informé l'inspection que le nouveau prestataire doit réaliser l'inspection complète des drains en décembre. Les résultats de ce contrôle devront être transmis en même temps que le rapport de synthèse annuel, soit avant le 1er mars 2024.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 8 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2002, article 7.4
Thème(s) : Risques accidentels, prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Tout stockage susceptible de contenir, même occasionnellement, un produit répondant aux caractéristiques énoncées ci-dessus est équipé d'une capacité de rétention étanche dont le volume utile est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100% de la capacité du plus grand réservoir, - 50% de la capacité globale des réservoirs.
Constats : Lors de la visite sur site, l'inspection a constaté que seul un des réservoirs de produit de traitement, sur les trois présents sur site, disposait d'une rétention. L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, après la visite, le bon de commande pour deux bacs de rétention supplémentaires. Ceux-ci devront être mis en place dès que possible. Le bon de commande indique que les volumes des bacs de rétention sont de 1 100 litres. Or, les réservoirs présents sur site indiquent une contenance de 1 400 kg par réservoir. Le volume des bacs ne semble pas en adéquation avec le conditionnement des produits. L'exploitant devra justifier le volume des bacs de rétention, ainsi que leur mise en place.
Type de suites proposées : Susceptible de suites